



AUTONOMIE :

Une politique de civilisation, Edgar Morin & Sami Nair.

L'autonomie du marché des capitaux.

Si l'anatomie du système a été décrite, ses métamorphoses ne cessent d'étonner et de brouiller les pistes. Sous les effets conjugués et rétroactifs de la révolution technologique permanente et de la mondialisation expansive, c'est donc une nouvelle variante qui prend corps, où ni le travail, ni la régulation des marchés ne sont ce qu'ils étaient.

La part de plus en plus grande prise par la technologie réduit celle du travail dans la production de la valeur marchande, cependant que la dérégulation des marchés accentue les jeux financiers au détriment de l'investissement productif du capital.

De cette double mutation, nous n'avons pas encore une théorie satisfaisante. Mais les conséquences pratiques, elles, sont d'une évidence indiscutable : la généralisation de l'exclusion par rapport à l'emploi a son pendant dans l'autonomisation croissante des marchés financiers par rapport aux systèmes productifs.

Cette autonomisation des marchés est sans doute l'aspect le plus saillant du système mondialement existant, elle est hypostasiée, dans le langage des élites économiques et politiques, en nouveau fatum : celui des "contraintes économiques internationales".

Attitude pieuse en prime. Karl Polanyi avait eu l'intuition du phénomène.

Dans *The Great Transformation* (1944), il postulait déjà que la dynamique interne de production massive des marchandises, livrée à elle-même, devrait entraîner un accroissement illimité des échanges et une autonomisation incontrôlée du marché.

Du point de vue de la métamorphose des formes symboliques dans le système capitaliste, cela signifie que ce n'est plus seulement le fétichisme de la marchandise, lié au travail abstrait, qui produit de l'abstraction sociale -et l'impuissance devant ses énigmes-, c'est l

e système lui-même qui s'échappe de sa coquille et se retourne contre la société. Si la société de production était la base, le capital le mouvement et le marché, le mécanisme, désormais, c'est le jeu autonome du mouvement (le capital) et du marché (le jeu financier) qui se retourne contre la société.

En perdant le contrôle de la circulation des capitaux et du jeu financier, la société se trouve confrontée à un monstre qu'elle a créé et qui lui a échappé. Sorti de ses entrailles, il lui dicte maintenant sa loi. Des sommes incommensurables circulent quotidiennement sans que l'on sache à quoi elles servent, ni quelle catastrophe financière elles vont provoquer.

Les États les plus puissants, tout en appuyant le mouvement, se méfient du mécanisme.

Chacun est sur ses gardes et la puissance se mesure au degré de contrôle de la partition des taux d'intérêt : dollar, mark et yen rythmant la farandole. Cette financiarisation de l'économie est d'ailleurs à sens unique : elle va là où il y a le plus à gagner.

Des zones entières de la planète sont délaissées -on ne "prête" plus aux pays pauvres, il faut d'abord qu'ils remboursent- cependant que les places régionales sensibles -le rectangle Etats-Unis-Canada, l'Europe occidentale, le Japon et l'Asie du Sud-Est- cherchent, au plus pressé, à trouver des parités commune

En Europe, le traité de Maastricht est tout entier voué au nouveau credo monétariste : de là des ajustements structurels qui dérèglent un peu partout les liens sociaux péniblement acquis depuis la Seconde Guerre mondiale et provoquent des révoltes qualifiées par les libéraux de "régressives".

Jacques Adda, un des meilleurs spécialistes de la mondialisation, projette cette situation sur l'histoire longue du capitalisme et y voit, finalement, une "revanche" du marché sur les pouvoirs politiques et sociaux qui avaient cru, surtout à partir du moment keynésien, pouvoir contrôler la dynamique autodestructrice du capitalisme de concurrence.

Cette constatation est indiscutable dès lors qu'on se situe dans le paradigme macro-historique d'une évolution du même système historique du capitalisme, où marché et régulation politique se font tour à tour complices et adversaires. Mais on peut aussi tourner la question différemment et s'interroger sur le sens de la continuité.

En bref : l'avènement du capitalisme immatériel ne serait-il pas la marque d'une rupture structurelle d'avec le capitalisme classique ?

D'une rupture qui est certes un dépassement-conservation, mais dont la figure serait justement la création d'un nouveau système de capitalisme ?

On peut en effet se poser la question, dès lors qu'on envisage dans toute sa portée le processus d'autonomisation des marchés financiers.

Car ceux-ci sont désormais moins conditionnés par leur rapport -conflictuel ou complémentaire, peu importe- avec le pouvoir social et politique que par la dynamique propre d'un nouveau médium : la sphère technologique.

Charles Goldfinger, dans "L'Utilitaire et le Futile", en donne la description suivante : "Les actions qu'on achète et vend instantanément, la monnaie qui fait le tour du monde en quelques secondes, sont dématérialisées.

On ne transporte plus de billets ou de lingots, on envoie des messages digitaux... La finance se confond avec l'information....La nouvelle monnaie est informationnelle".

Or tout se passe ici comme si le capitalisme se dédoublait en deux sphères parallèles: celle de la production et celle de la spéculation. Il est clair qu'entre les deux sphères des liens ténus existent, mais si la sphère de la production continue à obéir aux conditions du temps socialement nécessaire à la production de valeur matérielle, celle de la circulation relève de plus en plus du temps technologiquement indispensable à la transmission de l'information.

L'autonomisation ici ne serait pas seulement celle du marché par rapport à la société, mais aussi et peut-être surtout celle des capitaux par rapport au marché lui-même.

C'est pourquoi la question est moins de savoir si le marché est bon ou mauvais, mais bien s'il y a encore quelque part une relation constitutive directe entre le signe monétaire et les conditions de production dans le marché.

L'économie politique du capitalisme n'aurait-elle pas tendance, comme l'a d'ailleurs suggéré Jean Baudrillard dès les années 70, à se transformer en économie politique du signe ?

Si tel était le cas, il serait cependant hardi d'en déduire que la valeur elle-même disparaît au profit du jeu des signes, car il s'agit moins, dans la réalité, d'une économie politique du signe arbitraire que d'une politique économique du signe, obéissant désormais à la position stratégique qu'occupent dans le marché mondial informatisé les groupes oligopolistiques détenant la capacité d'orienter ce capitalisme informationnel.

Groupes, faut-il le préciser, peu nombreux et tout-puissants. Cette situation n'a jamais existé sous cette forme à l'échelle planétaire.

La seule unification induite par le procès actuel de mondialisation ne serait-elle pas, d'abord et seulement, celle du signe monétaire conditionné et par la croissance exponentielle de la technologie, et par le jeu incertain de l'anarchie de la circulation ?

Le capitalisme ne serait-il pas devenu un système qui tournerait non plus sur son propre axe productif mais sur sa propre énergie de mutation, sur la puissance vide de sa propre rotation ?

Et, s'il en était ainsi, le capitalisme financier, spéculatif et informationnel ne serait-il pas le contraire du capitalisme productif qui le sous-tend ?

Si tel était le cas, il est clair que c'est toute la théorie du système économique mondialisé qu'il conviendrait de reproblématiser.

Cette problématique aurait des implications épistémologiques décisives ; elle exigerait l'élaboration d'un nouveau paradigme sociologique et politique du capitalisme contemporain.

Elle permettrait, en tout cas et en premier lieu, de comprendre le rôle nouveau des élites financières mondialisées, la correspondance troublante des nouveaux modes de transmission culturels -la vidéosphère dont parle Régis Debray- et de la politique économique du signe, la substitution, enfin, du paradigme de la société de communication à celui de la société du travail.

Arlea.